



Les grands titres:

- Ukraine : le Conseil de sécurité appelle à l'arrêt des combats à Debaltseve
- Iraq : l'envoyé de l'ONU encourage les autorités à poursuivre les efforts de réconciliation
- Le chef des droits de l'homme de l'ONU exhorte les Libyens à s'opposer à l'extrémisme
- Myanmar : l'ONU s'inquiète de la reprise des affrontements dans une région de l'est du pays
- L'ONU et ses partenaires renforcent la lutte contre le VIH/sida chez les adolescents
- Malgré la crise, le PAM a l'intention de poursuivre son assistance au Yémen
- Cameroun : l'ONU appelle à un soutien accru pour lutter contre la crise humanitaire
- Guinée : la FAO lance un programme d'aide aux ménages ruraux affectés par Ebola
- Sri Lanka : l'ONU reporte de six mois un rapport attendu sur les droits de l'homme
- Le Conseil de sécurité condamne l'escalade des attaques de Boko Haram au Cameroun, au Tchad et au Niger
- Dix ans après l'assassinat de Rafic Hariri, l'ONU réitère son soutien au Tribunal spécial pour le Liban
- Centrafrique : la chef adjointe de l'humanitaire de l'ONU appelle à mieux protéger les personnes vulnérables
- Danemark : le chef de l'ONU condamne des fusillades à Copenhague
- Yémen : le Conseil de sécurité exige des Houthis qu'ils retirent leurs forces des institutions de l'Etat
- Ukraine : Ban Ki-moon salue le début du cessez-le-feu dans l'est du pays
- L'ONU condamne le meurtre de 21 Egyptiens coptes par Daech en Libye

Ukraine : le Conseil de sécurité appelle à l'arrêt des combats à Debaltseve



17 février - Le Conseil de sécurité des Nations Unies s'est dit mardi très préoccupé par la poursuite des combats dans et autour de la ville de Debaltseve, en Ukraine, ayant fait de nombreuses victimes parmi les civils, malgré l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu dimanche dans l'est du pays.

« Les membres du Conseil ont regretté que, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu le 15 février, la violence ait continué ces derniers jours dans certaines parties de l'est de l'Ukraine », a dit le Conseil dans une déclaration à la presse.

Les membres du Conseil ont appelé « toutes les parties à cesser immédiatement les hostilités et à respecter les engagements convenus à Minsk, y compris un accès facilité pour la Mission spéciale de surveillance de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui est chargée de surveiller et de vérifier le respect des accords de Minsk ».

Ils ont également une nouvelle fois appelé toutes les parties à traiter les individus détenus de manière humaine.

Dans une résolution également adoptée mardi, le Conseil de sécurité se dit « fermement convaincu que le règlement de la



situation dans les régions de l'est de l'Ukraine n'est possible que par des moyens pacifiques ».

Le Conseil dit approuver « l'ensemble de mesures en vue de l'application des Accords de Minsk adoptées et signées à Minsk le 12 février 2015 » et se félicite de la Déclaration faite par le Président de la Russie, le Président de l'Ukraine, le Président de la France et la Chancelière de l'Allemagne en soutien à l'ensemble de mesures.

Plus tôt dans la journée, à Genève, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a également exprimé sa forte inquiétude concernant le sort des civils pris au piège à Debaltseve où les combats se poursuivent, tout en saluant les conséquences positives de la trêve dans le reste du pays.

« Nous sommes très préoccupés par les informations faisant état de la poursuite des bombardements à Debaltseve, mais nous n'avons jusqu'à présent pas réussi à obtenir des informations fiables sur les combats ou le nombre de victimes potentielles dans la région », a déclaré le porte-parole du HCDH, Rupert Colville, lors d'un point de presse.

« Nous sommes particulièrement inquiets du sort des civils pris au piège dans la zone – nous pensons qu'ils sont quelques milliers à se cacher dans des caves, luttant pour obtenir de la nourriture, de l'eau et d'autres nécessités de base », a-t-il précisé.

Les jours précédant le cessez-le-feu, a précisé M. Colville, ont été marqués par des affrontements intenses, à la suite desquels de nombreuses victimes militaires et civiles ont été signalées.

Selon le HCDH, depuis le début du conflit entre la mi-avril 2014 et le 15 février 2015, plus de 5.660 personnes ont trouvé la mort et plus de 13.960 ont été blessées dans l'est de l'Ukraine.

Iraq : l'envoyé de l'ONU encourage les autorités à poursuivre les efforts de réconciliation



17 février - A l'occasion d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation en Iraq, le Représentant spécial du Secrétaire général dans ce pays, Nickolay Mladenov, a encouragé mardi les autorités iraqiennes à poursuivre leurs efforts en faveur de l'unité et de la réconciliation, alors que l'Etat Islamique continue de contrôler une partie du pays.

« Malgré la crise sécuritaire qui dure depuis un an, les dirigeants politiques, communautaires et religieux de l'Iraq se sont regroupés pour sauver leur pays de la terreur », a souligné M. Mladenov dans un discours devant les membres du Conseil. Il s'est notamment félicité de la formation d'un gouvernement d'union nationale.

L'envoyé de l'ONU a prévenu toutefois que dans le contexte où « l'EIL [Etat islamique d'Iraq et du Levant] continue de contrôler la plupart des provinces de l'ouest de l'Iraq, les efforts fragiles en faveur de l'unité et de la réconciliation ont besoin d'être entretenus si l'on veut qu'ils portent leurs fruits alors que l'économie est frappée par la baisse des prix et une hausse vertigineuse des coûts liés à la sécurité ».

M. Mladenov a noté que depuis sa formation en septembre 2014, le gouvernement iraquien a pris d'importantes mesures, notamment en ce qui concerne la réforme du secteur de sécurité, nécessaire pour combattre le terrorisme. Les autorités ont promis de fournir une assistance militaire et financière aux dirigeants locaux et aux combattants tribaux dans la lutte contre l'EIL, autrement appelé Daech.

L'envoyé de l'ONU a encouragé le gouvernement iraquien à respecter ses promesses en la matière. Il a aussi encouragé le Conseil des représentants « à adopter la législation nécessaire pour établir la Garde nationale iraquienne afin de permettre aux provinces d'assumer davantage de responsabilités pour assurer leur propre sécurité ».

« Pour que l'Iraq avance, il est crucial que ce processus fragile d'inclusion s'élargisse également à la sphère politique. Une solution exclusivement militaire au problème de l'EIL est impossible », a dit le Représentant spécial. Il a ainsi salué les

appels répétés à l'unité lancés par le Président, le Premier ministre et le Président du Parlement.

« Tout effort pour réaliser l'unité grâce à la réconciliation doit être basée sur les principes d'inclusion, avec la participation des dirigeants politiques, communautaires et religieux des différentes communautés à travers l'Iraq », a-t-il ajouté. Il a souligné qu'il était important d'accroître le rôle et la participation des femmes.

M. Mladenov a également appelé la communauté internationale à soutenir les Iraquiens dans leurs efforts pour construire un « nouvel Iraq ».

Le chef des droits de l'homme de l'ONU exhorte les Libyens à s'opposer à l'extrémisme



17 février - A la suite de la décapitation de 20 Egyptiens chrétiens coptes et d'un autre homme apparemment chrétien en Libye, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté mardi les Libyens à s'unir contre les extrémistes qui lancent des attaques pour des motifs d'ordre religieux, ethnique, national, racial ou politique.

« Le meurtre brutal de ces hommes et l'épouvantable tentative pour le justifier et le glorifier dans une vidéo devraient être fermement condamnés par tous, et en particulier par le peuple libyen qui devrait résister aux exhortations des groupes takfiris », a déclaré le Haut-Commissaire dans un communiqué de presse. « L'assassinat de prisonniers ou d'otages est interdit par le droit international et la loi islamique. »

Selon lui, « ce n'est pas la première fois que des chrétiens coptes sont pris pour cible en Libye ou dans d'autres endroits de la région. Comme décrit dans le rapport que nous avons publié la semaine passée, le personnel des Nations Unies en charge des droits de l'homme a documenté plusieurs incidents concernant des enlèvements de coptes égyptiens en Libye. Lors d'un incident survenu en décembre l'an passé, les corps de trois membres d'une famille chrétienne copte avaient été retrouvés à Syrte. Des églises et d'autres sites religieux ont aussi été attaqués en Libye au cours des trois dernières années. »

La décapitation de ces 21 hommes intervient alors qu'une anarchie croissante règne dans le conflit armé libyen. Le rapport des Nations Unies sur les droits de l'homme publié la semaine passée détaille la violence généralisée et les combats qui sévissent dans le pays et qui affectent les civils en général et des groupes spécifiques en particulier, y compris les chrétiens coptes, d'autres minorités, les migrants, les journalistes et les défenseurs des droits de l'homme.

Samedi, le personnel des Nations Unies a reçu des informations selon lesquelles le directeur d'un groupe de défense des droits de l'homme, the National Commission for Human Rights, le docteur Hadi Ben Taleb, et l'un des membres de son conseil,

M. Ahmed Osta, ont été kidnappés par le groupe armé al-Sa'dawi dans le quartier d'Ain Zara à Tripoli. Depuis, leurs proches et leurs collègues n'ont reçu aucune information sur leur sort ou leur localisation. Le Haut-Commissaire a demandé la libération des deux hommes et, en attendant, à ce que leurs proches soient informés de leur localisation.

Il a appelé toutes les parties en présence en Libye à œuvrer en faveur d'un dialogue constructif afin de mettre un terme au conflit actuel, et en particulier à s'associer aux efforts entrepris par le Représentant spécial du Secrétaire général, Bernardino León, pour faire avancer le processus politique inclusif destiné à relever les défis politiques et sécuritaires ardues auxquels est confrontée la Libye.

Myanmar : l'ONU s'inquiète de la reprise des affrontements dans une région de l'est du pays



17 février - Le Conseiller spécial du Secrétaire général sur le Myanmar, Vijay Nambiar, a exprimé mardi sa vive inquiétude concernant la reprise des affrontements entre l'armée birmane et des groupes ethniques armés dans la région de Kokang, dans l'est du Myanmar.

Cette reprise des combats entre l'armée, appelée officiellement Tatmadaw, et ces groupes armés suscite « une très profonde inquiétude concernant une possible escalade du conflit dans cette région frontalière du Myanmar », a dit le porte-parole du Secrétaire général au nom de M. Nambiar, en réponse à des questions de journalistes.

« Les parties belligérantes ainsi que d'autres groupes armés dans la région doivent faire preuve d'un maximum de retenue et éviter toute nouvelle escalade des hostilités de quelle que façon que ce soit », a-t-il ajouté. « Nous appelons toutes les parties concernées et les autorités de la région à participer activement à désamorcer la situation afin que de nouvelles flambées de violence soient évitées, que les morts et les blessés soient évacués et que tout préjudice causé aux populations civiles ou tout déplacement soit évité ».

Selon la presse, le Président du Myanmar Thein Sein a déclaré l'état d'urgence dans la région de Kokang et a imposé la loi martiale pour une période de trois mois. Des affrontements ont éclaté le 9 février entre l'armée et un groupe armé, l'Armée de l'Alliance démocratique nationale du Myanmar (MNDAA). Au moins 47 soldats et 26 combattants du MNDAA auraient été tués depuis.

L'ONU et ses partenaires renforcent la lutte contre le VIH/sida chez les adolescents



17 février - Face à la lenteur des progrès réalisés dans la lutte contre le VIH/sida chez les adolescents, deux agences des Nations Unies à la pointe de la riposte mondiale contre l'épidémie et leurs partenaires ont lancé mardi une nouvelle initiative destinée à accélérer son éradication chez les jeunes du monde entier.

« Bien que des progrès importants aient été réalisés dans presque tous les domaines de la lutte contre le VIH/sida, ces réalisations sont à la traîne s'agissant des adolescents », ont déploré le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme commun des

Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) dans un communiqué de presse conjoint à Nairobi, au Kenya, et à Bangkok, en Thaïlande.

« Le VIH/sida est devenu la deuxième cause de mortalité chez les adolescents du monde entier », ont déploré les deux agences de l'ONU, ajoutant que seulement un adolescent de moins de quinze ans sur quatre bénéficie d'un accès à un traitement antirétroviral.

« Les décès sont en baisse chez toutes les tranches d'âge, excepté chez les adolescents de 10 à 19 ans », ont ajouté l'UNICEF et l'ONUSIDA, précisant que les adolescentes sont le plus touchées. « En Afrique du Sud, par exemple, plus de 860 filles ont été infectées par le VIH/sida chaque semaine en 2013, par rapport à 170 garçons ».

Ce communiqué conjoint intervient à l'issue d'un sommet qui a rassemblé un ensemble de dirigeants mondiaux dans la capitale kenyane sur la question des adolescents et de la lutte contre le VIH/sida, durant lequel le Président du pays, Uhuru Kenyatta, a officiellement annoncé le lancement d'une nouvelle initiative en la matière : « All In ».

« Pour remédier à cette injustice, l'ONUSIDA, l'UNICEF et ses partenaires ont lancé 'All In,' une nouvelle plate-forme d'action destinée à améliorer les résultats chez les adolescents en encourageant des changements stratégiques en matière de

politiques publiques et en associant plus efficacement les jeunes à cet effort », a précisé le communiqué.

Le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR), le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et la Fondation MTV Staying Alive figurent également au nombre des partenaires de cette initiative.

« Les enfants et les jeunes doivent être les premiers à bénéficier des progrès que nous accomplissons pour mettre fin à l'épidémie, et non les derniers », a déclaré à cette occasion le Directeur général de l'UNICEF, Anthony Lake. « Nous devons faire en sorte d'atteindre les adolescents et de sensibiliser tous les jeunes à notre effort pour mettre un terme au sida chez les adolescents. De fait, nous ne pourrions pas atteindre l'objectif d'une génération sans sida sans eux ».

La question de la réduction de la maladie chez les jeunes est particulièrement pressante dans la région Asie Pacifique, et notamment en Thaïlande, où la prévalence du virus reste élevée chez les groupes d'adolescents à risque, à savoir « les personnes impliquées dans le travail du sexe, les usagers de drogues par voie intraveineuse et les jeunes hommes ayant des rapports sexuels non protégés avec des hommes ».

L'Afrique est une autre région du monde concernée au premier chef.

« Le VIH est la première cause de mortalité chez les adolescents africains et les jeunes femmes sont les plus touchées. C'est une injustice morale. J'appelle les jeunes à prendre la tête du mouvement 'All In,' aux côtés des Nations Unies, des partenaires publics et privés, et des pays eux-mêmes, pour mettre fin à l'épidémie de sida chez les adolescents », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUSIDA, Michel Sidibé.

Selon les deux agences de l'ONU, la majorité des 2,1 millions d'adolescents atteints du VIH/sida en 2013 ont été infectés il y a moins de dix ans, lorsque que leurs mères étaient enceintes, pendant l'accouchement ou dans les premiers mois de leur vie, quand l'accès à des médicaments antirétroviraux auraient permis de réduire considérablement les risques de transmission du virus.

« La plate-forme 'All In' permettra d'accroître la participation significative des adolescents dans les processus de prises de décisions et de renforcer les mouvements sociaux à l'initiative des jeunes », ont salué en conclusion l'ONUSIDA et l'UNICEF, ajoutant que l'objectif était d'éradiquer complètement l'épidémie de VIH/sida dans le monde d'ici à 2030.

Malgré la crise, le PAM a l'intention de poursuivre son assistance au Yémen



17 février - Alors que la crise politique et sécuritaire au Yémen s'aggrave, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est dit déterminé mardi à poursuivre ses opérations à travers le pays, en dépit des affrontements entre factions rivales, de la démission du Président et de la dynamique sécessionniste dans le sud du pays.

« En ces temps difficiles, le rôle du PAM devient encore plus important », a déclaré le Directeur du PAM au Yémen, Purnima Kashyap dans un communiqué de presse rendu public à Sana'a. « Même avant cette crise, plus de 40% des Yéménites souffraient d'insécurité alimentaire, dont 5 millions d'insécurité alimentaire grave. Et les événements actuels vont certainement toucher en premier les plus pauvres et les plus vulnérables ».

Le PAM, a-t-il précisé, est en mesure d'atteindre certaines régions du pays parmi les plus reculées, notamment grâce aux organisations non gouvernementales yéménites partenaires. Malgré les défis sécuritaires et opérationnels importants, le PAM a ainsi été en mesure de porter assistance à environ un million de personnes en janvier 2015, notamment en fournissant une aide alimentaire aux centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les zones touchées par le conflit,

Selon M. Kashyap, le PAM prévoit de porter assistance à environ 6 millions de personnes sur l'ensemble du territoire yéménite entre juillet 2014 et juin 2016.

Pour y parvenir, le Directeur du PAM au Yémen a appelé les pays donateurs à poursuivre leur soutien envers le Programme et a exhorté les Etats voisins à fournir également des fonds « dans l'intérêt de la stabilité régionale ». Au total, a-t-il précisé, le PAM doit mobiliser 146 millions de dollars pour maintenir ses activités prévues dans les 12 prochains mois.

« La crise a été aggravée par la poursuite des affrontements dans le sud », a poursuivi M. Kashyap, ajoutant que le PAM était fortement préoccupé par le nombre de personnes déplacées par les combats.

« Le PAM espère que toutes les parties pourront parvenir à un consensus rapide basé sur les précédents accords et les conclusions de la Conférence de dialogue national dans l'intérêt du peuple yéménite », a déclaré en conclusion le Directeur du PAM au Yémen.

Cameroun : l'ONU appelle à un soutien accru pour lutter contre la crise humanitaire



17 février - La Sous-Secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Kyung-wha Kang, a appelé lundi la communauté internationale à redoubler d'efforts pour lutter contre la crise humanitaire au Cameroun.

Dans un communiqué de presse rendu public à Yaoundé, la capitale camerounaise, Mme Kang a conclu une visite de sept jours dans le pays et en République centrafricaine, par un appel à soutenir les efforts humanitaires au Cameroun. Au cours de sa visite, la Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires a été en mesure d'évaluer la situation des personnes déplacées, des réfugiés et des autres personnes touchées par la crise actuelle.

« Le Cameroun fait face à une crise humanitaire de plus en plus complexe et difficile : à l'est, un afflux de réfugiés provenant de la République centrafricaine voisine, et dans la région de l'Extrême Nord, une augmentation des déplacements de populations à travers et à l'intérieur de la région due aux attaques de Boko Haram », a déploré Mme Kang.

De plus, a-t-elle précisé, les cycles répétés de sécheresse et d'inondations n'ont fait qu'augmenter l'insécurité alimentaire, la malnutrition et les épidémies récurrentes dans certaines parties du pays.

« Actuellement, plus de deux millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire au Cameroun », a déclaré en conclusion la Coordinatrice adjointe des secours d'urgence à l'endroit de la communauté internationale.

Guinée : la FAO lance un programme d'aide aux ménages ruraux affectés par Ebola



17 février - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a annoncé mardi le lancement d'un programme d'aide à la production vivrière en faveur des communautés rurales dévastées par Ebola en Guinée, en association avec la Banque mondiale et le gouvernement guinéen.

Dans le cadre de cette initiative, 5 millions de dollars seront investis dans ce programme destiné à venir en aide aux ménages ruraux dont les moyens d'existence et l'accès à la nourriture sont fortement menacés par l'impact du virus.

« Ces fonds représentent une contribution cruciale au renforcement de la résilience des communautés dont les conditions déjà précaires d'insécurité alimentaire chronique ont été exacerbées par les perturbations dans la main d'œuvre et la

production agricoles et les marchés alimentaires », a déclaré le Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Afrique, Bukar Tijani.

Le projet prévoit une campagne de mobilisation sociale qui a pour but de sensibiliser au total 30.000 ménages afin d'empêcher la transmission de la maladie en milieu rural. Des agents de terrain spécialistes de développement rural et de vulgarisation lanceront des activités de sensibilisation associées à la fourniture de kits d'hygiène aux communautés rurales.

Par ailleurs, quelque 15.500 familles vulnérables bénéficieront d'interventions visant à préserver leurs moyens d'existence, notamment par l'octroi de semences améliorées, d'engrais et de matériel agricole cruciaux pour les prochaines campagnes de semis maraîchers et céréaliers. Le projet renforcera également les connaissances et compétences techniques des agriculteurs par le biais des Écoles pratiques d'agriculture.

Parmi les bénéficiaires figurent les chasseurs et les femmes qui, auparavant, vendaient la viande de gibier avant que leur commerce ne soit interdit par les autorités dans le but de réduire le risque d'exposition à Ebola par le contact avec la faune sauvage. Le programme ciblera également les groupes de femmes chargées de la transformation du riz.

Des opportunités d'emploi seront en outre offertes à 2.000 jeunes dans le cadre d'un mécanisme « argent-contre-travail ».

L'effort de revitalisation de l'économie rurale prévoit aussi le recours à des fournisseurs de semences locaux, notamment ceux participant au Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) pour les semences certifiées de riz, financé par la Banque mondiale.

« Nous estimons que ces activités sont indispensables pour restaurer et protéger les moyens d'existence des communautés touchées et pour conjurer les effets à long terme sur les économies rurales », a expliqué le Représentant de la FAO en Guinée, Isaias Obama.

Selon le dernier rapport de la mission de la FAO et du Programme alimentaire mondial (PAM) d'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire, 470.000 personnes au total en Guinée pourraient être en situation d'insécurité alimentaire d'ici mars 2015 à cause d'Ebola.

En 2015, la FAO a besoin de 42,5 millions de dollars pour intensifier sa contribution à la lutte contre l'épidémie et dispenser une assistance immédiate à près de 170.000 ménages agricoles parmi les plus touchés en Afrique de l'Ouest.

Grâce aux fonds mobilisés jusqu'ici -plus de 10 millions de dollars, dont 1,5 million en provenance du Fonds de solidarité africain, la FAO sera en mesure de fournir une assistance immédiate à 66.000 ménages et 200 associations de femmes en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Toutefois, d'autres fonds sont nécessaires pour répondre aux besoins d'urgence des communautés rurales dont la vie et les moyens d'existence sont menacés par l'épidémie.

Sri Lanka : l'ONU reporte de six mois un rapport attendu sur les droits de l'homme



17 février - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a obtenu cette semaine, à titre exceptionnel, le report de six mois de l'examen d'un rapport très attendu portant sur des allégations de violations des droits de l'homme durant le conflit au Sri Lanka.

Le Haut-Commissaire a indiqué au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation, chargé de l'examen de l'enquête, que ce report était de nature exceptionnelle et s'est engagé à rendre public le rapport en septembre 2015. Suite à la demande formulée par M. Zeid, le Conseil a décidé, le lundi 16 septembre dans l'après-midi, d'accepter le report.

« Cette décision n'a pas été facile à prendre », a déclaré le Haut-Commissaire, ajoutant que l'évolution du contexte actuel au

Sri Lanka et la possibilité que de nouvelles informations importantes puissent faire surface dans les prochains mois étaient à l'origine de sa demande de report.

Cette annonce intervient en effet alors que le peuple sri-lankais vient tout juste d'élire un nouveau Président, suite à un processus électoral que le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, avait salué pour son bon déroulement.

Le scrutin, qui a eu lieu le 8 janvier 2015, opposait le Président sortant en poste depuis 2005 et candidat à un troisième mandat, Mahinda Rajapaksa, au candidat victorieux de la coalition de l'opposition, Maithripala Sirisena.

« J'ai reçu des engagements clairs de la part du nouveau gouvernement du Sri Lanka indiquant qu'il était prêt à coopérer avec mon Bureau sur toute une gamme de questions importantes concernant les droits de l'homme – ce que le gouvernement précédent avait absolument refusé de faire – et j'ai besoin d'entamer un dialogue suivi avec eux pour m'assurer que ces engagements se traduisent par des mesures concrètes », a souligné M. Zeid.

C'est sur cette base, et fort du soutien des experts chargés de la rédaction du rapport, que le Haut-Commissaire a pris sa décision.

« Je suis parfaitement conscient que de nombreuses victimes de violations des droits de l'homme au Sri Lanka, y compris celles qui se sont courageusement portées volontaires pour fournir des informations à l'équipe en charge de l'enquête, pourraient interpréter cette décision comme la première étape du classement sans suite ou de la dilution d'un rapport dont ils ont longtemps cru qu'il ne verrait jamais le jour », a déclaré le Haut-Commissaire, ajoutant qu'il comprenait parfaitement leurs craintes et leurs angoisses, compte tenu des défaillances ou obstructions qui ont marqué les enquêtes nationales sur la question des droits humains au Sri Lanka.

« Qu'il n'y ait pas de malentendu », a affirmé M. Zeid. « Je m'engage personnellement, de manière absolue et inébranlable, à ce que le rapport soit publié en septembre. [...] Je veux que ce rapport puisse avoir le maximum d'impact possible pour garantir un processus authentique et crédible de responsabilité et de réconciliation au sein duquel les droits des victimes à la vérité, à la justice et à des réparations puissent être enfin respectés ».

Le Conseil de sécurité condamne l'escalade des attaques de Boko Haram au Cameroun, au Tchad et au Niger



14 février - Le Conseil de sécurité a condamné dans les termes les plus forts la poursuite de l'escalade des attaques perpétrées par les "terroristes de Boko Haram" au Cameroun, au Tchad et au Niger.

Dans une déclaration à la presse publiée vendredi soir, les membres du Conseil ont notamment pris pour exemple une attaque contre des civils le 13 février à Ngouboua, au Tchad, qui a causé la mort de plusieurs personnes, dont le chef local traditionnel.

Ils ont également cité une attaque le 8 février à Kerawa, au Cameroun, et des attaques entre le 6 et le 8 février à Diffa, au Niger.

Les membres du Conseil ont présenté leurs condoléances aux familles des victimes et leur sympathie à tous ceux qui ont été blessés "dans ces attaques odieuses", ainsi qu'aux peuples et aux gouvernements du Tchad, du Cameroun et du Niger.

Dix ans après l'assassinat de Rafic Hariri, l'ONU réitère son soutien au Tribunal spécial pour le Liban



Salle d'audience du Tribunal spécial pour le Liban. Photo: TSL

14 février - A l'occasion du dixième anniversaire de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri et 21 autres personnes qui sont mortes ce jour-là, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a réitéré ses condoléances aux familles des victimes de cette attaque terroriste.

“Dix ans après, le message reste le même : l'impunité ne sera pas tolérée. Les Nations Unies sont déterminées à appuyer le travail du Tribunal spécial pour le Liban, avec le soutien et la coopération durables du gouvernement du Liban”, a dit le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse publié samedi.

“Les Nations Unies réitèrent leur engagement sur le long terme auprès du peuple du Liban à cette occasion. Alors que le Liban est confronté à de nouveaux défis, les Nations Unies continuent de travailler avec le gouvernement du Liban, aux côtés de tous les partenaires libanais, pour soutenir le pays dans ses efforts pour renforcer la stabilité et la sécurité, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité”, a ajouté le porte-parole.

Centrafrique : la chef adjointe de l'humanitaire de l'ONU appelle à mieux protéger les personnes vulnérables



15 février - A l'issue d'une visite de cinq jours en République centrafricaine, une délégation de haut niveau des Nations Unies et de l'Union européenne a appelé samedi à une meilleure protection des communautés vulnérables vivant dans le pays.

La délégation était composée de la chef adjointe de l'humanitaire de l'ONU, Kyung-wha Kang, du Rapporteur spécial des droits de l'homme des personnes déplacées, Dr Chaloka Beyani, et du Directeur des opérations humanitaires de la Commission européenne, Jean-Louis de Brouwer.

Lors de leur visite, ils ont pu voir par eux-mêmes les conditions de vie dramatiques des personnes directement touchées par la crise actuelle à Bambari, Yaloke, Mpoko et dans le quartier de PK5 à Bangui.

Beaucoup de choses ont changé depuis le début de la crise il y a un peu plus d'un an. Le pire a été évité. Cependant, malgré une augmentation importante de l'aide humanitaire, les besoins en assistance restent extrêmement élevés, a souligné le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires dans un communiqué de presse publié dimanche.

Plus de 2.7 millions de Centrafricains ont besoin d'aide pour survivre. Plus de 500.000 d'entre eux sont toujours déplacés. Beaucoup d'entre eux, en particulier les minorités, se trouvent pris dans une violence continue. La crise est devenue encore plus complexe et a pris la forme d'un conflit aux dimensions multiples. Les groupes armés se sont fragmentés ce qui a engendré une criminalité de grande ampleur.

Mme Kang a exprimé une grande inquiétude quant aux sort des minorités et des personnes déplacées dont les perspectives d'un retour à la normale sont menacées par cette complexité grandissante.

Les attaques et les exactions contre les civils sont monnaie courante, y compris la violence sexuelle basée sur le genre et l'enrôlement forcé des enfants dans les groupes armés.

Selon la délégation, ces groupes vulnérables ont besoin d'une protection immédiate. Il est de la responsabilité première des autorités de transition de protéger sa population. Les partenaires humanitaires peuvent encore faire plus en termes d'identification des plus vulnérables et soutenir les autorités locales et religieuses et la société civile dans l'octroi des services adéquats et de protection, en particulier aux femmes et aux enfants.

La chef adjointe de l'humanitaire de l'ONU a appelé tous les groupes armés à cesser immédiatement les violences et les attaques contre les civils. « C'est seulement lorsque la paix et la sécurité reviendront dans l'ensemble du territoire que les gens vont se sentir capables de réinvestir dans leur vie, » a-t-elle ajouté.

Le Rapporteur spécial des droits de l'homme des personnes déplacées, M. Beyani, a souligné que « tout Centrafricain doit jouir des mêmes droits, y compris la liberté de circulation pour tous. Cela s'applique à toutes les populations déplacées. Personne ne devrait être empêché de se déplacer dans le pays, de traverser les frontières », a-t-il dit.

Mme Kang devait se rendre ensuite au Cameroun, pour rencontrer les Centrafricains qui se sont réfugiés à la frontière. Près d'un demi-million de personnes ont fui la République centrafricaine.

Danemark : le chef de l'ONU condamne des fusillades à Copenhague



Le Secrétaire général Ban Ki-moon,

Photo ONU/Mark Garten

15 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a fermement condamné dimanche des fusillades qui ont eu lieu samedi et dimanche à Copenhague, au Danemark, lors d'une rencontre sur la liberté d'expression et près d'une synagogue.

"Ses pensées sont avec les victimes et leurs familles. Les Nations Unies sont solidaires du peuple et des autorités du Danemark", a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée dimanche.

"Le Secrétaire général réaffirme qu'il n'y a pas de justification à des attaques contre des civils et réitère la nécessité de soutenir fermement la liberté d'expression et la tolérance", a-t-il ajouté. "Il n'y a pas de place pour l'anti-sémitisme ou toute forme de discrimination raciale, ethnique ou religieuse dans le monde d'aujourd'hui".

Selon la presse, les deux fusillades qui ont visé, samedi et dimanche, un centre culturel et une synagogue ont fait deux morts civils et cinq blessés policiers.

Yémen : le Conseil de sécurité exige des Houthis qu'ils retirent leurs forces des institutions de l'Etat



15 février - Lors d'une réunion d'urgence dimanche, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle il demande aux miliciens houthis au Yémen de retirer leurs forces des institutions de l'Etat.

Dans cette résolution adoptée par les 15 membres, le Conseil exige que "les Houthis, immédiatement et sans condition, participent de bonne foi aux négociations menées sous l'égide de l'ONU".

Les membres du Conseil exigent également des Houthis qu'ils "retirent leurs forces des institutions de l'Etat, notamment dans la capitale Sanaa, ramènent à la normale la situation en matière de sécurité dans la capitale et dans d'autres provinces, et cèdent le contrôle des institutions gouvernementales et de sécurité". Le Conseil déplore en effet les mesures prises par les Houthis "en vue de dissoudre le Parlement et de prendre le contrôle des institutions gouvernementales du Yémen, y compris les actes de violence".

Enfin, le Conseil exige des Houthis qu'ils "remettent en liberté, sans leur nuire, le Président Hadi, le Premier ministre Bahah, les membres du gouvernement et toutes les personnes assignées à résidence ou détenues arbitrairement" et qu'il s'abstiennent "de toute action unilatérale qui pourrait compromettre la transition politique et la sécurité du Yémen".

Dans la résolution, les membres du Conseil demandent "à tous les Etats membres de s'abstenir de toute ingérence qui viserait à attiser le conflit et à aggraver l'instabilité et d'appuyer au contraire la transition politique".

Jeudi, lors d'une précédente réunion du Conseil concernant la crise que traverse ce pays, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait mis en garde la communauté internationale sur une possible désintégration du Yémen.

"Soyons clair : le Yémen est en train de s'effondrer sous nos yeux. Nous ne pouvons pas rester là à regarder", avait dit M. Ban devant les 15 membres du Conseil.

Suite aux violents combats qui ont opposé courant janvier les miliciens houthis aux gardes du palais présidentiel à Sana'a, la capitale yéménite est frappée par une nouvelle vague de violence. Le Président Abd Mansour Hadi et son Premier ministre Khaled Bahah ont annoncé leur démission le 23 janvier dernier.

Ukraine : Ban Ki-moon salue le début du cessez-le-feu dans l'est du pays



16 février - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, s'est félicité du début du cessez-le-feu dans l'est de l'Ukraine comme convenu le 12 février dans le cadre des mesures pour la mise en œuvre des accords de Minsk.

M. Ban « note que le cessez-le-feu semble dans l'ensemble tenir, accordant un répit aux civils pris au piège dans la région et contribuant à une résolution rapide et pacifique du conflit », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée dimanche soir.

« Toutefois, le Secrétaire général est gravement préoccupé par les informations faisant état de situations où les hostilités se poursuivent, y compris à Debaltseve et il appelle de nouveau toutes les parties à respecter le cessez-le-feu sans exception », a-t-il ajouté.

« Le Secrétaire général rappelle à tous l'importance de l'accord de cessez-le-feu, qui constitue la base pour la mise en œuvre plus large des accords de Minsk et le rétablissement de la paix et de la stabilité en Ukraine », a-t-il encore dit

L'ONU condamne le meurtre de 21 Egyptiens coptes par Daech en Libye



16 février - Le Conseil de sécurité des Nations Unies et le Secrétaire général Ban Ki-moon ont fermement condamné ce qui apparaît comme l'assassinat odieux et lâche en Libye de 21 Egyptiens coptes chrétiens par un groupe affilié à l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech).

Dans une déclaration à la presse publiée dimanche soir, les membres du Conseil ont estimé que « ce crime démontre une fois encore la brutalité de l'EIL, qui est responsable de milliers de crimes et d'abus contre des personnes de toutes confessions, ethnies et

nationalités ».

Ils ont exprimé leur profonde sympathie et présenté leurs condoléances aux familles des victimes, au gouvernement de l'Égypte, ainsi qu'aux familles de toutes les victimes de l'EIL.

Les membres du Conseil de sécurité ont réitéré « leur ferme condamnation de la persécution d'individus et de communautés entières sur la base de leur religion ou de leur conviction ». Ils ont souligné à nouveau que « l'EIL doit être vaincu et que l'intolérance, la violence et la haine, qu'il épouse doivent être éradiquées ».

Le Conseil de sécurité a réaffirmé son plein appui au Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Bernardino Leon, et exhorté toutes les parties en Libye à s'impliquer de manière constructive dans ses efforts pour continuer un processus politique inclusif visant à relever les défis politiques et de sécurité auxquels est confronté pays.

Selon le Conseil, « seule l'unité nationale et le dialogue, en vue de trouver une solution pacifique, peuvent permettre aux Libyens de construire leur Etat et leurs institutions, afin de vaincre le terrorisme et empêcher des crimes si graves ».

Le Secrétaire général Ban Ki-moon a également fermement condamné ce crime et présenté ses condoléances aux familles des victimes et au gouvernement de l'Egypte.

"Le Secrétaire général réaffirme que le dialogue en cours en Libye est la meilleure chance pour aider le pays à surmonter la crise actuelle", a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse publiée lundi.